



Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Ordre du jour de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale

**Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 17 septembre 1999**

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de l'Uruguay.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale.
5. Élection des bureaux des grandes commissions.
6. Élection des Vice-Présidents de l'Assemblée générale.
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau.
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice.

16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
 - a) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Élection de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
 - a) Nominations de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination d'un membre du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - i) Nomination du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
20. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
 - a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions;
 - c) Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl;
 - d) Participation de volontaires, les «Casques blancs», aux opérations de secours humanitaires et aux activités de relèvement et de coopération technique pour le développement entreprises par l'Organisation des Nations Unies;
 - e) Assistance au peuple palestinien;
 - f) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre.
21. Université pour la paix.
22. Pour l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique.
23. Multilinguisme.
24. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine.

25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie.
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes.
27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire.
28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique.
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique.
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.
32. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain.
33. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique.
34. Dialogue entre les civilisations.
35. Assistance à l'action antimines.
36. Bethléem 2000.
37. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social.
38. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes.
39. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies.
40. Les océans et le droit de la mer :
 - a) Droit de la mer;
 - b) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs;
 - c) Résultats de l'examen par la Commission du développement durable du thème sectoriel «Océans et mers».
41. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
42. La situation en Bosnie-Herzégovine.
43. La situation au Moyen-Orient.
44. Question de Palestine.
45. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000.
46. Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

47. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement.
48. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti.
49. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions :
 - a) Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions;
 - b) L'Assemblée du millénaire.
50. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.
51. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.
52. Question des îles Falkland (Malvinas).
53. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
54. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.
55. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
56. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït.
57. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.
58. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.
59. Renforcement du système des Nations Unies.
60. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
61. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes.
62. Question de l'île comorienne de Mayotte.
63. Question de Chypre.
64. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.
65. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement.

66. Question de l'Antarctique.
67. Respect des accords de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération.
68. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification.
69. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
70. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.
71. Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale.
72. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement.
73. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
74. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
75. Prévention d'une course aux armements dans l'espace.
76. Désarmement général et complet :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Transparence dans le domaine des armements;
 - c) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
 - d) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères;
 - e) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - f) Armes légères;
 - g) Réduction du danger nucléaire;
 - h) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
 - i) Relation entre le désarmement et le développement;
 - j) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement;
 - k) Désarmement régional;
 - l) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
 - m) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires;
 - n) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
 - o) Trafic d'armes légères;
 - p) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*;
 - q) Désarmement nucléaire;
 - r) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour;
 - s) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

77. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
 - a) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
 - b) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique;
 - d) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - e) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement.
78. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.
79. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.
80. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
81. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
82. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).
83. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.
84. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.
85. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
86. Effets des rayonnements ionisants.
87. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
88. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
89. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
90. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
91. Questions relatives à l'information.
92. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
93. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes.

94. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
95. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes.
96. Question du Timor oriental.
97. Questions de politique macroéconomique :
 - a) Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental;
 - b) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés;
 - c) Commerce et développement;
 - d) Science et technique au service du développement;
 - e) Crise de la dette extérieure et développement.
98. Questions de politique sectorielle :
 - a) Coopération pour le développement industriel;
 - b) Les entreprises et le développement.
99. Développement durable et coopération économique internationale :
 - a) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;
 - b) Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);
 - c) Participation des femmes au développement;
 - d) Mise en valeur des ressources humaines;
 - e) Migrations internationales et développement, y compris la question de la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement, qui aborderait les questions liées aux migrations;
 - f) Mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - g) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat;
 - h) Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.
100. Environnement et développement durable :
 - a) Mise en oeuvre d'Action 21 et Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21;
 - b) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles;
 - c) Convention sur la diversité biologique;

- d) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;
 - f) Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement.
101. Activités opérationnelles de développement :
- a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;
 - b) Coopération économique et technique entre pays en développement.
102. Formation et recherche.
103. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.
104. Mondialisation et interdépendance.
105. Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006).
106. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille.
107. Prévention du crime et justice pénale.
108. Contrôle international des drogues.
109. Promotion de la femme.
110. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.
111. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires.
112. Promotion et protection des droits de l'enfant.
113. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones.
114. Élimination du racisme et de la discrimination raciale.
115. Droit des peuples à l'autodétermination.
116. Questions relatives aux droits de l'homme :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
 - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

117. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - c) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
118. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
119. Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999.
120. Planification des programmes.
121. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.
122. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
123. Corps commun d'inspection.
124. Plan des conférences.
125. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
126. Régime commun des Nations Unies.
127. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne.
128. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
129. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola.
130. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
131. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
132. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.
133. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies.
134. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II.
135. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique.
136. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
137. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.
138. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti.

139. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria.
140. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda.
141. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan.
142. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
143. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.
144. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine.
145. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile.
146. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies.
147. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti.
148. Financement du Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala.
149. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine.
150. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone.
151. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement de l'Ukraine dans le groupe des États Membres visé à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale.
152. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens.
153. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.
154. Décennie des Nations Unies pour le droit international :
 - a) Décennie des Nations Unies pour le droit international;
 - b) Résultats des mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix.
155. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante et unième session.
156. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-deuxième session.
157. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
158. Création d'une cour pénale internationale.
159. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.

160. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.
 161. Examen du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies.
 162. Octroi à l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources naturelles du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
 163. Examen de l'application de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale.
 164. Gestion des ressources humaines.
 165. Célébration du dixième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant.
 166. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.
 167. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
 168. Octroi à l'Organisation de coopération économique de la mer Noire du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
 169. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental.
 170. Agression armée contre la République démocratique du Congo.
-